

## Comité de l'agriculture

### RAPPORT DE LA FAO AU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 2012

1. On trouvera ci-après la contribution de la FAO à l'exercice annuel de surveillance du Comité de l'agriculture de l'OMC. Le présent rapport s'inspire en grande partie du numéro de novembre 2012 de la publication *Perspectives de l'alimentation* de la FAO et du *Market Monitor* du Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS). Comme les années précédentes, le rapport de la FAO au Comité de l'agriculture porte principalement sur l'évolution du coût des importations de denrées alimentaires de base en mettant l'accent en particulier sur les tendances concernant les factures d'importation de produits alimentaires des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (PMA et PDINPA, respectivement). En outre, la FAO rend compte de l'évolution de la situation en matière de volatilité des prix des produits alimentaires et des tendances du marché des denrées alimentaires de base, ainsi que de la première année de fonctionnement du système AMIS.

#### I. FACTURES D'IMPORTATION

2. La baisse relative des prix internationaux et des taux du fret ainsi que le repli des achats de céréales devraient entraîner une réduction des dépenses mondiales liées aux importations de denrées alimentaires en 2012. Selon les prévisions, les factures d'importation de produits alimentaires au niveau mondial devraient s'établir à 1 140 milliards de dollars EU en 2012, soit 10% de moins que le niveau record de l'année précédente (tableau 1). Il est probable que la facture mondiale d'importation de produits alimentaires se caractérise par des chutes fortes à modérées du coût de la majorité des denrées alimentaires par rapport à 2011. En valeur absolue, les baisses les plus prononcées devraient être enregistrées pour les fruits et légumes (réduction de 27 milliards de dollars EU) et les céréales (réduction de 24 milliards de dollars EU). Des réductions importantes de la valeur des importations de produits laitiers (14 milliards de dollars EU), de sucre (12 milliards de dollars EU) et d'huiles végétales (11 milliards de dollars EU) sont également prévues. Les seules denrées alimentaires pour lesquelles on ne s'attend pas à une réduction des coûts des importations sont les graines oléagineuses, dont les coûts devraient augmenter de 10% (soit 7 milliards de dollars EU), et le poisson, qui enregistrera une hausse de 3% (soit 3 milliards de dollars EU).

3. La réduction de la facture d'importation de produits alimentaires en 2012 découle en grande partie de la baisse des cours internationaux. L'ampleur du recul des prix devrait être plus que suffisante pour contrebalancer l'effet de l'expansion du volume des échanges prévue pour la plupart des denrées de base, à l'exception notable des céréales pour lesquelles une contraction de 5% en volume pourrait avoir lieu. Une diminution importante du volume des échanges de blé et de maïs est prévue pour 2012, par rapport aux niveaux de 2011.

4. La réduction des factures d'importation des pays en développement devrait provenir pour une grande part d'une augmentation de la production céréalière (entraînant une réduction de la dépendance vis-à-vis des céréales à prix élevé des marchés internationaux). Cette situation se distingue des deux périodes récentes de flambée des prix (2007-2008 et 2010-2011), au cours desquelles les factures de céréales des pays en développement ont connu des pics dus à la hausse conjointe des volumes importés et des prix internationaux. Il est probable qu'un grand nombre des pays les plus vulnérables

économiquement voient leurs factures d'importation diminuer. On prévoit une baisse annuelle de l'ordre de 12% pour l'ensemble du groupe des PMA. Du fait de l'amélioration de la production, en particulier pour les céréales, et de la réduction durable des coûts des volumes importés, de nombreux pays devraient enregistrer une augmentation de la disponibilité alimentaire en 2012. Toutefois, la baisse des prix internationaux de certains produits d'exportation essentiels, tels que le sucre et les boissons tropicales, pourrait entraîner, pour certains pays tributaires des produits de base, une dégradation des termes de l'échange des produits alimentaires et agricoles.

5. Cela étant, si l'on se tourne vers l'avenir, les factures d'importation des deux groupes de pays (PMA et PDINPA) visés par la *Décision ministérielle de Marrakech sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du Programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires* devraient se monter à environ 10,5 milliards de dollars EU et 20,5 milliards de dollars EU respectivement pendant la période 2012-2013 (voir le tableau présenté en annexe), soit légèrement plus que pour la période 2011-2012.

6. L'aide alimentaire représente une part réduite du total des importations de céréales: 8% et 0,6% pour les PMA et les PDINPA respectivement. Cette aide décroît de façon continue depuis le début des années 2000, époque à laquelle elle représentait 24,4% et 3,7% du total des exportations de céréales, respectivement. Les coûts unitaires à l'importation devraient augmenter pour atteindre 416 dollars EU la tonne en moyenne pendant la période 2012-2013.

**Tableau 1: Prévisions relatives aux factures d'importation de produits alimentaires, en milliards de dollars EU**

	Monde		Pays développés		Pays en développement		PMA		PDINPA		Afrique subsaharienne	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012
<b>TOTAL PRODUITS ALIMENTAIRES</b>	<b>1 257,5</b>	<b>1 135,7</b>	<b>784,8</b>	<b>709,1</b>	<b>472,7</b>	<b>426,7</b>	<b>34,2</b>	<b>30,2</b>	<b>215,2</b>	<b>200,6</b>	<b>43,9</b>	<b>38,7</b>
Fruits et légumes	217,4	190,4	165,1	144,6	52,3	45,8	2,9	2,6	20,3	17,8	3,1	2,7
Céréales	180,4	156,6	80,1	70,7	100,4	86,4	10,7	9,8	44,3	38,0	14,8	13,4
Viande	118,8	128,7	89,3	92,1	29,5	36,6	1,8	1,8	6,9	9,2	2,4	2,6
Poisson	127,1	130,5	96,6	103,7	30,6	26,8	0,7	0,6	8,9	7,8	3,3	3,1
Produits laitiers	87,9	73,9	56,6	47,3	31,4	26,7	2,0	1,6	10,7	9,3	2,8	2,3
Huiles végétales et graisses animales	112,3	100,5	50,7	44,9	61,6	55,6	6,5	5,7	38,5	34,8	5,5	4,8
Oléagineux	73,4	80,5	26,3	26,8	47,1	53,7	0,4	0,6	38,9	45,3	0,3	0,4
Sucre	60,7	48,3	32,1	24,8	28,6	23,6	4,3	3,4	14,1	11,8	4,2	3,3

Source: FAO, 2012.

## II. SYSTÈME D'INFORMATION SUR LES MARCHÉS AGRICOLES (AMIS) – UN AN D'EXISTENCE

7. Le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), initiative du G-20 visant à améliorer la transparence des marchés des produits alimentaires et à favoriser la coordination de l'action politique en réponse à l'incertitude des marchés, est entré en fonctionnement en septembre 2011. Hébergé par la FAO, le Secrétariat de l'AMIS compte dix organisations membres: la FAO, l'IFPRI, le FIDA, l'OCDE, la CNUCED, l'Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies, la Banque mondiale, le PMA, l'OMC et, depuis peu, le Conseil international des céréales.

8. Au cours de sa première année de fonctionnement, le système AMIS a obtenu plusieurs résultats importants et assumé progressivement un rôle clé en tant qu'organisme d'analyse et de revue prospective des marchés, tout en servant de structure favorisant un dialogue politique efficace. La

part prise par le système AMIS dans l'obtention de renseignements et la facilitation des échanges entre les représentants des principaux pays producteurs a permis de réagir de façon appropriée à la situation créée par la sécheresse qui a sévi aux États-Unis pendant l'été 2012, ce qui indique que l'initiative est susceptible de jouer un rôle important dans l'action en faveur de la stabilité des marchés.

9. Composée d'experts techniques des pays participants, l'Équipe d'information sur le marché alimentaire mondial du système AMIS, qui s'est réunie en février et en octobre 2012, a pour but de favoriser les échanges de vue concernant la situation et les perspectives du marché; elle devrait devenir la principale source permanente de données fiables, exactes et opportunes concernant l'offre et la demande par pays, ainsi que sur les prix des cultures suivies par le système AMIS.<sup>1</sup> L'Équipe a en outre vocation à faciliter l'obtention en temps voulu de données sur les évolutions des politiques nationales propres qui pourraient influencer sur les marchés des produits alimentaires. Les échanges réguliers avec les pays ont également aidé à déterminer les besoins en matière de renforcement des capacités, ainsi que les domaines dans lesquels la collaboration doit être améliorée.

10. Outre les services fournis aux pays participants, le système AMIS vise à atteindre un public plus large afin de favoriser une meilleure compréhension des marchés internationaux des céréales. Au cours de ses 12 premiers mois d'existence, plusieurs produits documentaires ont été mis en place dans le cadre du système AMIS, afin de fournir des vues d'ensemble et des analyses fouillées des éléments nouveaux et des tendances des marchés pertinents. Le lancement de la base de données du système AMIS a constitué un jalon particulièrement important. Fondé sur les statistiques agricoles fournies par les pays participants, le *Market Monitor*, dont le premier numéro a été publié en août 2012, propose un examen mensuel de la situation du marché mondial et signale tout élément nouveau susceptible d'entraîner des perturbations.

### III. TENDANCES DU MARCHÉ POUR LES PRINCIPALES CÉRÉALES

11. Selon les estimations du dernier rapport *Perspectives de l'alimentation* (publié le 8 novembre), la production mondiale de blé devrait être inférieure au niveau record de 2011; les échanges sur le marché du blé devraient baisser en 2012-2013, du fait d'une moindre utilisation fourragère et du niveau élevé des prix internationaux, et le niveau des stocks mondiaux devrait rester stable. On s'attend à une diminution notable de la production mondiale de maïs, en raison d'une récolte médiocre aux États-Unis, et à une contraction des échanges en 2012-2013, due à la hausse des prix mondiaux. La production mondiale de riz devrait demeurer la même que celle de l'année dernière, et les échanges rester stables. Une reprise de la production de soja est attendue en 2012-2013, et les échanges devraient augmenter. L'évolution annuelle détaillée est donnée ci-dessous.

- a) Blé: Selon les dernières estimations de la FAO, la production de blé en 2012-2013 devrait être de 661 millions de tonnes, soit 5,5% de moins que le niveau atteint l'année dernière. Ce faible niveau est en grande partie attribuable à l'impact du grave épisode de sécheresse qui a frappé l'Europe de l'Est et l'Asie centrale. Cette situation a entraîné une hausse des prix internationaux depuis le début de la campagne de commercialisation 2012-2013, en juillet. Bien que la mollesse de l'activité commerciale enregistrée en octobre, combinée à des conditions favorables aux semis de blé d'hiver dans les pays de l'hémisphère nord, ait réduit la pression sur les prix, la perspective d'une imposition de restrictions à l'exportation en Ukraine a généré une pression à la hausse. Les valeurs du blé aux États-Unis, qui servent de référence, étaient en moyenne de 373 dollars EU la tonne en octobre, soit 6% de plus qu'en juillet et près de 24% de plus que l'année dernière à la même époque. Selon les

---

<sup>1</sup> Le système AMIS réunit tous les principaux pays producteurs de produits agricoles et s'intéresse actuellement à quatre cultures: le blé, le maïs, le riz et le soja.

estimations, le commerce mondial de blé devrait être de 135 millions de tonnes en 2012-2013, soit 8% de moins que pendant la campagne précédente. La consommation mondiale de blé devrait atteindre 479 millions de tonnes, soit 1,1% de plus que l'année précédente. On estime que les stocks mondiaux de blé seront ramenés à 167 millions de tonnes à la fin de la campagne, en 2013, soit 12% de moins que leur niveau en début de campagne. D'après les stocks finals et l'utilisation mondiale, le rapport stock-utilisation mondial pourrait être de 24%, contre 27,5% pour la période précédente, ce qui constitue le deuxième niveau le plus bas depuis 1980.

- b) Céréales secondaires: Les dernières estimations de la FAO font état d'une production mondiale de céréales secondaires de 1,13 milliard de tonnes, soit 2,5% de moins que l'année précédente. Cette diminution est attribuée à la grave sécheresse qui a sévi aux États-Unis et en Europe. Malgré de légères baisses au cours des dernières semaines, les prix internationaux du maïs ont suivi une tendance haussière au début de la campagne en cours, en juillet, pour atteindre un pic fin août et début septembre, puis se sont orientés lentement à la baisse en octobre. Le mouvement à la hausse des prix était étroitement lié aux révisions à la baisse des perspectives de production aux États-Unis, à mesure que les conditions de culture empiraient en raison de la grave sécheresse. Les perspectives défavorables de la production de blé dans les pays de la CEI ont également soutenu les prix sur le marché du maïs en raison de l'importance de la région en tant que gros fournisseur de blé fourrager sur les marchés mondiaux. En octobre, les prix des principales céréales secondaires ont légèrement cédé face à des signes avant-coureurs de rationnement de la demande dans les secteurs de l'élevage et des biocarburants, et à un ralentissement de l'activité commerciale, en particulier en ce qui concerne le rythme des exportations des États-Unis. Le prix moyen du maïs jaune américain, qui sert de référence, était de 320 dollars EU la tonne en octobre, affichant une légère diminution de 45 dollars EU la tonne par rapport à septembre, soit 16%, tout en restant plus élevé que le prix moyen enregistré en octobre 2011. Les estimations indiquent que les stocks de céréales secondaires seront de 161 millions de tonnes à la fin de la saison, en 2013, soit 13 millions de tonnes de moins que l'année précédente. En conséquence, le rapport stock-utilisation mondial devrait afficher son niveau le plus bas depuis 1980.
- c) Riz: Selon les dernières estimations, la production mondiale de riz pour la campagne 2012-2013 devrait augmenter et atteindre 486 millions de tonnes, soit une progression de 0,7% par rapport à l'année précédente. Cette croissance relativement modeste est principalement due aux importants déficits prévus en Inde et au Brésil, alors que la plupart des autres grands producteurs s'attendent à des récoltes records. Les prix internationaux du riz sont restés stables pendant les quatre premiers mois de 2012, mais affichent depuis lors une tendance à la fermeté causée par d'importants achats gouvernementaux et la constitution de stocks en Thaïlande, ainsi que par une intense activité d'achat des pays africains et de la Chine. Malgré cela, entre janvier et octobre, les prix du riz ont enregistré une baisse annuelle de 6% dans un contexte d'abondance de l'offre mondiale et la perspective de bons résultats pour 2012 en matière de production. Selon les prédictions, le commerce international de riz devrait représenter 37,5 millions de tonnes, dès lors que les niveaux élevés de l'offre des pays exportateurs accentuent la concurrence. Par rapport à 2012, on s'attend à une croissance de 7% des stocks de riz mondiaux qui devraient atteindre un nouveau record de 170 millions de tonnes. De ce fait, le rapport stock-utilisation mondial devrait atteindre 35,5% en 2013.

#### IV. PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES

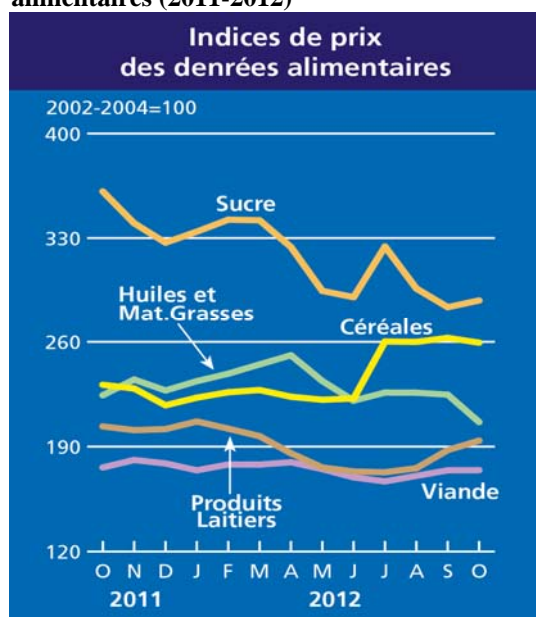
12. L'indice FAO des prix des produits alimentaires était de 213 points en moyenne en octobre 2012, soit 2 points (1%) de moins qu'en septembre (graphique 1). Ce recul est dû en grande partie à la contraction des prix internationaux des céréales ainsi que des matières grasses et des huiles, qui a plus que compensé les augmentations des prix du sucre et des produits laitiers, tandis que les valeurs des produits carnés restaient inchangées (graphique 2). Les prix des produits alimentaires pendant les dix premiers mois de l'année en cours ont été en moyenne de 8% inférieurs à ceux de la même période de l'année précédente; de ce fait, l'indice des prix réels des produits alimentaires de 2012 est inférieur à celui de l'année précédente (graphique 3).

**Graphique 1: Indice FAO des prix des produits alimentaires (2008-2012)**



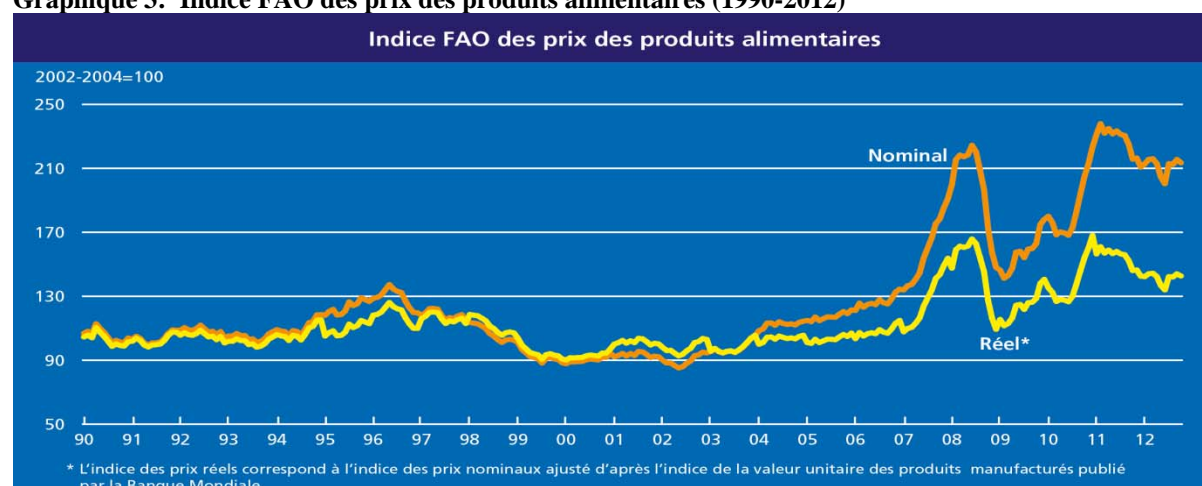
Source: FAO, 2012.

**Graphique 2: Indices des prix des denrées alimentaires (2011-2012)**



Source: FAO, 2012.

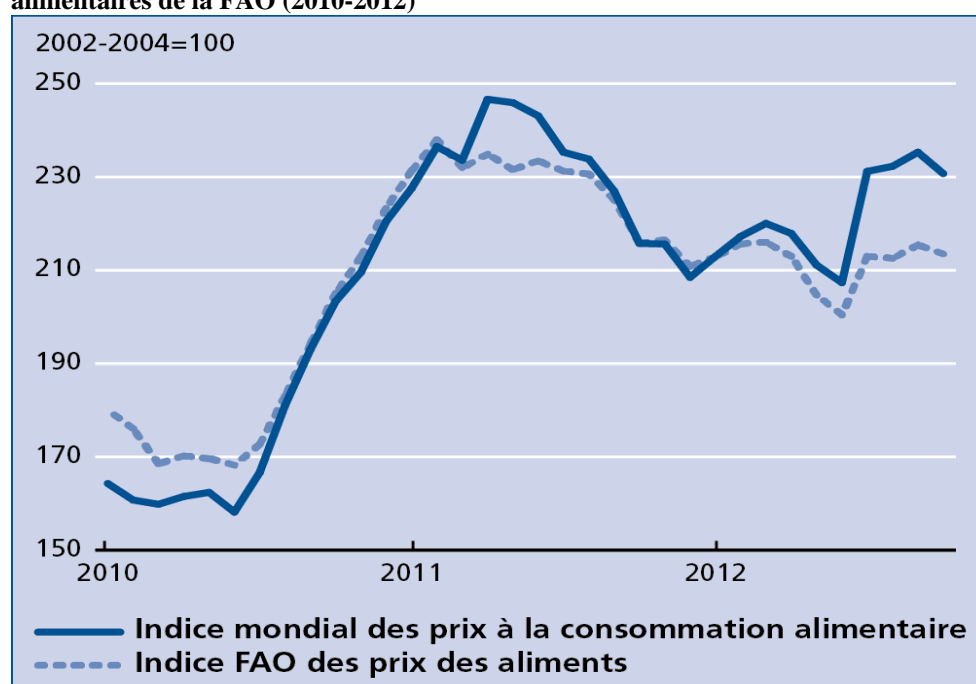
**Graphique 3: Indice FAO des prix des produits alimentaires (1990-2012)**



Source: FAO, 2012.

13. L'indice mondial des prix à la consommation alimentaire de la FAO (graphique 4) permet de suivre l'évolution du coût de l'assortiment alimentaire mondial telle qu'indiquée par le dernier bilan de FAO sur la situation alimentaire mondiale. Les cours internationaux représentatifs de chaque produit ou groupe de produits figurant dans le bilan sont pondérés en fonction de leur contribution à l'apport calorique total. Cet indice, qui a atteint un niveau record de 247 points en avril 2011, affiche depuis lors une forte volatilité. En octobre 2012, il était établi à 231 points, quelque 24 points au-dessus du niveau du mois de juin au cours duquel il avait chuté à son niveau le plus bas en 20 mois. La volatilité des prix des céréales explique cette évolution, ainsi que l'écart entre cet indice et l'indice des prix des produits alimentaires. Fondé sur la consommation, l'indice mondial des prix à la consommation alimentaire accorde beaucoup plus de poids aux céréales que l'indice des prix des produits alimentaires, dont les composantes sont pondérées en fonction de leur part dans les échanges.

**Graphique 4: Indice mondial des prix à la consommation alimentaire et indice des prix des produits alimentaires de la FAO (2010-2012)**



Source: FAO, 2012.

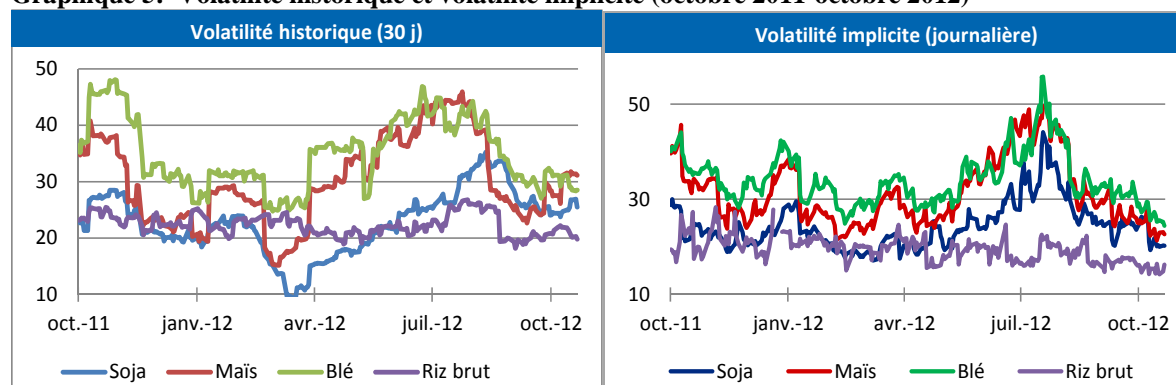
## V. VOLATILITÉ DES PRIX

14. L'observation de la volatilité historique des prix des principaux produits végétaux (blé, maïs, soja, riz) indique que la volatilité a été relativement faible pour le blé, le riz et le soja pendant le premier trimestre 2012, mais qu'elle a augmenté au cours des mois d'été, puis diminué à la fin du mois d'octobre. Les volatilités implicites, qui reflètent le niveau de volatilité attendue future observé sur les options négociées au CBOT sur les marchés à terme, affichaient une évolution analogue.

15. La volatilité des prix a d'importantes implications pour les PMA et les PDINPA. Les pays importateurs confrontés à une hausse des prix subissent une dégradation de la balance des paiements et une détérioration des finances publiques. Les prix élevés des produits alimentaires peuvent entraîner une inflation et une augmentation des factures d'importation, et produire des déficits du compte des opérations courantes. Les mesures budgétaires, telles que les réductions des droits de douane à l'importation et des taxes sur les produits alimentaires, le subventionnement de la consommation alimentaire et les outils de gestion du risque conduisent à une augmentation des

dépenses budgétaires. Dans la mesure où les consommateurs des pays en développement consacrent une partie importante de leur revenu total aux denrées alimentaires de base, la hausse des prix a également des incidences à plus long terme sur les plus pauvres et les plus vulnérables, qui peuvent ainsi être amenés à se procurer des aliments moins nutritifs et à sacrifier d'autres nécessités élémentaires.

**Graphique 5: Volatilité historique et volatilité implicite (octobre 2011-octobre 2012)**



Source: AMIS, *Market Monitor*, n° 3, novembre 2012.

Références: AMIS (2012). *AMIS Market Monitor*, n° 3, novembre 2012. "<http://www.amis-outlook.org/>". FAO (2012). Situation alimentaire mondiale, indice FAO des prix des produits alimentaires. <http://www.fao.org/worldfoodsituation/wfshome/foodpricesindex/fr/> FAO (2012). Perspectives de l'alimentation, novembre 2012.

<b>Tableau annexe. Importations de céréales des PMA et des PDINPA (2000-2001 à 2011-2012) – Situation au mois d'octobre 2012</b>													
	2000/01	2001/02	2002/03	2003/04	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11	2011/12 (Estimations)	2012/2013 (Prévisions)
<b>Facture d'importation (millions de \$EU)</b>													
PMA	2 181	2 530	3 395	3 644	4 175	4 301	5 884	10 886	7 691	7 687	10 413	10 119	10 595
PDINPA	4 862	5 155	5 860	6 555	7 496	7 473	9 465	18 561	14 939	11 597	17 950	19 427	20 521
PMA et PDINPA	7 043	7 685	9 255	10 199	11 671	11 774	15 350	29 447	22 630	19 285	28 362	29 545	31 116
Évolution en % de 2000/01 à 2002/03	-11,9	-3,9	15,8	27,6	46,0	47,3	92,0	268,3	183,1	141,2	254,8	269,6	289,2
<b>Volume total des importations (milliers de tonnes)</b>													
PMA	16 219	17 156	20 841	18 584	20 392	20 635	21 308	22 102	24 820	26 183	25 337	24 186	24 208
PDINPA	35 042	36 031	34 134	33 404	38 670	38 301	37 391	43 969	48 580	44 401	48 672	51 029	50 540
PMA et PDINPA	51 260	53 186	54 975	51 988	59 063	58 936	58 698	66 071	73 399	70 584	74 009	75 215	74 748
Évolution en % de 2000/01 à 2002/03	-3,5	0,1	3,5	-2,2	11,1	10,9	10,5	24,3	38,1	32,8	39,3	41,5	40,7
<b>Aide alimentaire (milliers de tonnes)</b>													
PMA	3 949	2 902	3 902	3 638	3 187	3 095	2 797	2 060	3 748	2 977	2 162	1 942	1 942
% des importations totales	24,4	16,9	18,7	19,6	15,6	15,0	13,1	9,3	15,1	11,4	8,5	8,0	8,0
PDINPA	1 298	1 014	669	537	453	461	607	337	497	462	295	281	281
% des importations totales	3,7	2,8	2,0	1,6	1,2	1,2	1,6	0,8	1,0	1,0	0,6	0,6	0,6
PMA et PDINPA	5 247	3 916	4 571	4 175	3 640	3 556	3 404	2 396	4 245	3 439	2 458	2 223	2 223
% des importations totales	10,2	7,4	8,3	8,0	6,2	6,0	5,8	3,6	5,8	4,9	3,3	3,0	3,0
<b>Importations commerciales (milliers de tonnes)</b>													
PMA	12 269	14 254	16 939	14 946	17 205	17 540	18 511	20 042	21 072	23 206	23 175	22 244	22 266
PDINPA	33 744	35 017	33 465	32 867	38 217	37 840	36 783	43 632	48 083	43 939	48 377	50 747	50 259
PMA et PDINPA	46 013	49 270	50 404	47 812	55 423	55 380	55 294	63 674	69 154	67 145	71 551	72 992	72 524
Évolution en % de 2000/01 à 2002/03	-5,2	1,5	3,8	-1,5	14,1	14,0	13,9	31,1	42,4	38,3	47,3	50,3	49,3
<b>Coût unitaire à l'importation (\$EU/tonne)</b>													
PMA	134,5	147,5	162,9	196,1	204,7	208,4	276,2	492,6	309,9	293,6	411,0	418,4	437,7
PDINPA	138,7	143,1	171,7	196,2	193,9	195,1	253,1	422,1	307,5	261,2	368,8	380,7	406,0
PMA et PDINPA	137,4	144,5	168,4	196,2	197,6	199,8	261,5	445,7	308,3	273,2	383,2	392,8	416,3
Évolution en % de 2000/01 à 2002/03	-8,5	-3,7	12,2	30,7	31,7	33,1	74,2	197,0	105,4	82,0	155,4	161,7	177,4
<b>Prix du blé à l'exportation (\$EU/tonne)</b>													
Blé dur d'hiver US n° 2	128	127	161	161	154	175	212	361	270	209	316	300	365
Évolution en % de 2000/01 à 2002/03	-7,4	-8,5	15,9	16,0	11,0	26,6	52,7	160,6	95,1	51,1	128,1	116,4	163,3



Tableau annexe. Importations de céréales des PMA et des PDINPA (2000-2001 à 2011-2012) – Situation au mois d'octobre 2012													
	2000/01	2001/02	2002/03	2003/04	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11	2011/12 (Estimations)	2012/2013 (Prévisions)
Taux du fret maritime pour le blé (\$EU/tonne)													
Des ports US du golfe du Mexique vers:													
Égypte	15,0	15,0	16,7	37,0	46,5	31,9	50,3	86,2	42,9	43,2	40,1	43,3	36,5
Bangladesh	18,3	18,5	22,5	48,5	65,4	45,5	57,8	98,8	55,3	62,7	57,3	56,4	51,0
Rotterdam	13,1	11,0	12,5	28,3	34,5	20,8	32,3	71,8	38,6	35,0	28,2	24,8	18,3
Moyenne	15,5	14,8	17,2	37,9	48,8	32,7	46,8	85,6	45,6	46,9	41,9	41,5	35,3
Évolution en % de 2000/01 à 2002/03	-2,3	-6,3	8,7	139,4	208,2	106,7	195,4	440,6	187,9	196,5	164,4	161,9	122,6

Source: FAO, 2012.